

VILLE DE  
MONT-ROYAL



TOWN OF  
MOUNT ROYAL

SÉANCE ORDINAIRE  
du conseil municipal de Mont-Royal  
mardi 14 mai 2024 à 19 h  
au 90, avenue Roosevelt

REGULAR MEETING  
of the Mount Royal Town Council  
Tuesday, May 14, 2024, at 19:00  
at 90 Roosevelt Avenue

### ORDRE DU JOUR

### AGENDA

- |   |    |  |
|---|----|--|
| Ouverture de la séance et mots du maire et des membres du conseil   | 1. | Opening of the meeting and remarks from the mayor and council members                                  |
| Adoption de l'ordre du jour   | 2. | Adoption of Agenda   |
| Période de questions du public  | 3. | Public question period   |
| Adoption du procès-verbal de la séance ordinaire du 16 avril 2024 et de la séance extraordinaire du 29 avril 2024 | 4. | Adoption of Minutes of the Regular Meeting of April 16, 2024 and the Special Meeting of April 29, 2024 |
| Dépôt de documents :  | 5. | Tabling of documents :   |
| Liste des commandes -20 000\$   | .1 | List of orders -\$20,000   |
| Liste des commandes -50 000\$   | .2 | List of orders -\$50,000   |
| Liste des achats sans émission de bons de commande  | .3 | List of purchases without issuing a purchase order   |
| Liste des chèques et dépôts directs   | .4 | List of cheques and direct deposits  |
| Rapport - Ressources humaines   | .5 | Human resources report   |
| Permis et certificats   | .6 | Permits and certificates   |

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Adhésion au regroupement d'achat en commun de produits d'assurance contre les cyber-risques pour la période 2024-2029

Adhésion au regroupement d'achat en commun de produits d'assurance pour les parcs de rouli-roulant, pistes de BMX et aménagements semblables pour la période 2024-2029

Servitude pour garage de stationnement souterrain - 152 avenue Jasper

Ratification des débours pour la période du 1<sup>er</sup> avril au 30 avril 2024

## AFFAIRES CONTRACTUELLES

Décoration extérieure des fêtes

Approbation du processus d'appel d'offres et des grilles de pondération pour la sélection d'un concepteur-constructeur pour le Centre Sportif et Communautaire (CSC)

Fourniture et livraison de sable pour l'entretien hivernal des rues et trottoirs.

Fourniture et livraison de pierre concassée - Modification de la résolution n°24-03-22

Dépenses supplémentaires - Remplacement de l'éclairage des plateaux sportifs au parc Danyluk

Collecte et transport des matières recyclables pour les villes de Beaconsfield, Dorval, Kirkland, Mont-Royal et Sainte-Anne-de-Bellevue

## ADMINISTRATION AND FINANCES

6. Participation in the cooperative purchase for cyber risk insurance for the 2024-2029 period

7. Participation in the cooperative purchase of liability insurance for skate parks, BMX tracks and similar installations for the 2024-2029 period

8. Servitude for underground parking garage - 152 Jasper Avenue

9. Ratification of disbursements for the period of April 1<sup>st</sup> to April 30<sup>th</sup>, 2024

## CONTRACTUAL MATTERS

10. Outdoor holiday decorations

11. Approval of the tender process and weighting grids for the selection of a design-builder for the Community and Sports Centre (CSC)

12. Supply and delivery of sand for winter maintenance of streets and sidewalks.

13. Supply and delivery of crushed stone - Modification to Resolution no. 24-03-22

14. Additional expenses - Replacement of sports lighting at Danyluk Park

15. Collection and transport of recyclable materials for Beaconsfield, Dorval, Kirkland, Mount Royal and Sainte-Anne-de-Bellevue

Autorisation de la signature de l'entente N° 202255 avec le Ministère des Transports et de la Mobilité durable

16. Authorization to sign Agreement No. 202255 with the "Ministère des Transports et de la Mobilité durable"

Résilier la résolution n°22-06-08 pour la fourniture et livraison d'un Ford Police Interceptor Hybride - contrat C-2022-76

17. Rescind resolution no. 22-06-08 for the supply and delivery of a Ford Police Interceptor Hybrid - contract C-2022-76

## URBANISME

## URBAN PLANNING

Recommandations du Comité consultatif d'urbanisme

18. CCU recommendations

## RÈGLEMENTATION

## BY-LAWS

Adoption du Règlement N° E-1907-1 abrogeant le Règlement N° E-1907 décrétant la réalisation de travaux de construction d'un complexe sportif et communautaire et un emprunt de 27 800 000 \$ à cette fin

19. Adoption of By-law No. E-1907-1 repealing By-law No. E-1907 to order the construction of a sports and community complex and a loan of \$27,800,000 for that purpose

Adoption du Règlement N° E-2407 autorisant des dépenses en immobilisation et un emprunt de 70 000 000 \$ pour la construction d'un centre sportif et communautaire

20. Adoption of By-law No. E-2407 to authorize capital expenditures and a loan of \$70 000 000 for the construction of a Community and Sports Centre

Adoption du Règlement N° 1471 divisant le territoire de la municipalité en huit districts électoraux

21. Adoption of By-law No. 1471 to divide the Town's territory into eight electoral districts

Adoption du Règlement N° 1472 sur la sécurité publique et la conformité réglementaire.

22. Adoption of By-law No. 1472 concerning public security and regulatory compliance

Dépôt, avis de motion et 1er projet du Règlement N° 1441-17 modifiant le Règlement de Zonage N° 1441 en ce qui a trait aux normes de stationnement pour l'usage "service d'hébergement" dans les zones M-801, M-802 et M-803 (secteur du projet Royalmount)

23. Filing, notice of motion and 1st Draft By-law No. 1441-17 to amend zoning By-law No. 1441 with respect to parking standards for the "lodging service" use in zones M-801, M-802 and M-803 (Royalmount project sector)

Dépôt, avis de motion et 1er projet du Règlement N° 1441-18 modifiant le règlement de zonage N°1441 en ce qui a trait à l'affichage pour le complexe multifonctionnel dans les

24. Filing, notice of motion and 1st Draft By-law No. 1441-18 to amend Zoning By-law N°1441 with respect to signage for the multifunctional

zones M-801, M-802 et M-803 (secteur du projet Royalmount)

complex in zones M-801, M-802 and M-803 (Royalmount project sector)

**AGGLOMÉRATION**

**AGGLOMERATION**

Rapport sur les décisions prises et orientations du conseil au conseil d'agglomération

**25.** Report on Decisions rendered and orientations of Council at the Agglomeration Council meeting

Période de questions du public

**26.** Public question period

Levée de la séance

**27.** Closing of Meeting

**Le greffier,**

**Alexandre Verdy  
Town Clerk**

**RÈGLEMENT N° E-1907-1 ABROGEANT LE RÈGLEMENT N° E-1907 DÉCRÉTANT LA RÉALISATION DE TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN COMPLEXE SPORTIF ET COMMUNAUTAIRE ET UN EMPRUNT DE 27 800 000 \$ A CETTE FIN**

<b>SOMMAIRE DE LA PROCÉDURE D'ADOPTION</b>	
<b>AVIS DE MOTION ET DÉPÔT :</b>	<b>29 AVRIL 2024</b>
<b>ADOPTION DU RÈGLEMENT :</b>	<b>14 MAI 2024</b>
<b>ENTRÉE EN VIGUEUR :</b>	<b>..... 2024</b>

**ATTENDU QU'**avis de motion du présent règlement a été donné le 29 avril 2024 et que le projet de règlement a été déposé à la même séance ;

**LE 14 MAI 2024, LE CONSEIL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :**

1. Le Règlement N° E-1907 décrétant la réalisation de travaux de construction d'un complexe sportif et communautaire et un emprunt de 27 800 000\$ à cette fin est abrogé.
2. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Le maire,

Le greffier,

Peter J. Malouf

Alexandre Verdy

PROJET DU 14 MAI 2024

**BY-LAW NO. E-1907-1 REPEALING BY-LAW NO. E-1907 TO ORDER THE CONSTRUCTION OF A SPORTS AND COMMUNITY COMPLEX AND A LOAN OF \$27,800,000 FOR THAT PURPOSE**

ADOPTION PROCEDURE SUMMARY	
NOTICE OF MOTION AND FILING:	APRIL 29, 2024
ADOPTION OF BY-LAW:	MAY 14, 2024
COMING INTO EFFECT:	....., 2024

**WHEREAS** notice of motion for this by-law was given on April 29, 2024 and the draft by-law was filed at the same council meeting;

**ON, MAY 14, 2024, COUNCIL ENACTED THE FOLLOWING:**

1. By-law No. E-1907 to order the construction of a sports and community complex and a loan of \$27,800,000 for that purpose is repealed.
2. This by-law shall come into effect according to law.

Peter J. Malouf  
Mayor

Alexandre Verdy  
Town clerk

PROJET DU 14 MAI 2024

**RÈGLEMENT N° E-2407 AUTORISANT DES DÉPENSES EN IMMOBILISATION ET UN EMPRUNT DE 70 000 000 \$ POUR LA CONSTRUCTION D'UN CENTRE SPORTIF ET COMMUNAUTAIRE**

SOMMAIRE DE LA PROCÉDURE D'ADOPTION	
AVIS DE MOTION ET DÉPÔT :	29 AVRIL 2024
ADOPTION DU RÈGLEMENT :	14 MAI 2024
ENTRÉE EN VIGUEUR :	..... 2024

**ATTENDU QU'**avis de motion du présent règlement a été donné le 29 avril 2024 et que le projet de règlement a été déposé à la même séance;

**LE 14 MAI 2024, LE CONSEIL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :**

1. Le conseil décrète les travaux de construction d'un centre sportif et communautaire sur le lot 1 681 690 du cadastre du Québec, propriété de la Ville de Mont-Royal, tel qu'il appert de l'estimation détaillée préparée par M. Jean-Pierre Richard, ingénieur, en date du 23 avril 2024, lequel fait partie intégrante du présent règlement comme annexe « A ».
2. Le conseil est autorisé à dépenser une somme 88 460 489 \$ pour les fins du présent règlement, cette somme incluant le coût des travaux mentionnés à l'article 1, les frais incidents, les imprévus et les taxes, tel qu'il appert à l'annexe « A ».
3. Aux fins d'acquitter les dépenses prévues par le présent règlement, le conseil est autorisé à emprunter un montant de 15 831 000 \$ sur une période de vingt-cinq (25) ans, un montant de 17 930 000 \$ sur une période de trente (30) ans et un montant de 36 239 000 \$ sur une période de quarante (40) ans ainsi qu'à affecter une somme de 18 460 489 \$ du surplus affecté.
4. Le conseil affecte annuellement, durant le terme de l'emprunt, une portion des revenus généraux de la municipalité pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt, le tout conformément à l'article 547 de la *Loi sur les cités et villes*.
5. S'il advient que le montant d'une affectation autorisée par le présent règlement est plus élevé que le montant effectivement dépensé relativement à cette affectation, le conseil est autorisé à faire emploi de cet excédent pour payer toute autre dépense décrétée par le présent règlement et pour laquelle l'affectation s'avérerait insuffisante.
6. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

Le conseil affecte également, au paiement d'une partie ou de la totalité du service de dette, toute subvention payable sur plusieurs années. Le terme de remboursement de l'emprunt correspondant au montant de la subvention, sera ajusté automatiquement à la période fixée pour le versement de la subvention.

7. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Le maire,

Le greffier,

Peter J. Malouf

Alexandre Verdy



**REGLEMENT N° E-2407**

**ANNEXE A**

PROJET DU 14 MAI 2024

# REG E-2407 ANNEXE A

## Centre sportif et communautaire

### Estimé détaillé

Description

La Ville de Mont-Royal désire construire sur le site du 80, avenue Roosevelt, un nouveau centre sportif et communautaire destiné à sa population, d'une superficie d'environ 11 500 m<sup>2</sup>. Le nouveau centre sera notamment doté Le bâtiment abritera notamment une piscine intérieure avec 3 bassins, un gymnase double, des terrains de sport, une piste d'entraînement intérieur, des bureaux et des salles disponibles à la population ainsi qu'aux groupes communautaires. Tous les niveaux seront accessibles universellement et une panoplie de services à la population y seront offerts, autant sportifs, communautaires qu'administratifs.

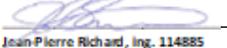
Coûts	Description	Estimé CCM2 20240223
		\$
<b>1.00</b>	<b>Travaux (UNIFORMAT II)</b>	
<b>A</b>	<b>Infrastructure</b>	
A10	Fondations	8 885 746
A20	Construction de sous-sol	1 832 859
<b>B</b>	<b>Superstructure et enveloppe</b>	
B10	Superstructure	7 013 904
B20	Enveloppe extérieure	5 540 018
B30	Toiture	2 163 032
<b>C</b>	<b>Aménagement intérieur</b>	
C10	Construction intérieure	5 011 278
C20	Escaliers	376 688
C30	Finitions intérieures	5 109 211
<b>D</b>	<b>Services</b>	
D10	Moyens de transport	713 000
D20	Plomberie	4 162 400
D30	Chauffage, ventilation et conditionnement de l'air (CVCA)	10 269 553
D40	Protection incendie	521 239
D50	Électricité	5 130 327
<b>E</b>	<b>Équipement et ameublement fixe</b>	
E10	Équipement de bâtiment	1 595 532
E20	Ameublement et élément de décoration intégré au bâtiment	2 070 000
<b>F</b>	<b>Construction spéciale et démolition</b>	
F10	Système spécial de construction	-
F20	Démolition sélective	-
<b>G</b>	<b>Aménagement de l'emplacement</b>	
G10	Préparation du site	179 982
G20	Amélioration de l'emplacement	408 106
G30	Services mécanique sur l'emplacement	213 900
G40	Service d'électricité sur l'emplacement	117 530
<b>1.02</b>	<b>Sous-total</b>	<b>61 314 304</b>
1.03	Conditions générales	6 131 430
1.04	Profit et administration	4 905 144
1.05	Contingence de construction	3 617 544
<b>1.10</b>	<b>Total avant taxes</b>	<b>75 968 423</b>
1.11	TPS	3 798 421
1	TVQ	7 577 850
<b>1.20</b>	<b>Coût total des travaux</b>	<b>87 344 694</b>
<b>2.00</b>	<b>Honoraires professionnels travaux</b>	
2.01	Architecture	2 559 811
2.02	Ingénierie structure	824 100
2.03	Ingénierie électromécanique	1 111 726
2.04	Ingénierie civil	36 185
2.05	Architecture du paysage	73 561
2.06	Essais, contrôle des matériaux	262 034
<b>2.10</b>	<b>Total avant taxes</b>	<b>4 867 418</b>
2.11	TPS	243 371
2.12	TVQ	485 525
<b>2.20</b>	<b>Coût total honoraires professionnels travaux</b>	<b>5 596 313</b>
<b>3.00</b>	<b>Mobilier système et équipement non-fixe</b>	
3.01	Mobilier système et ameublement général	370 569
3.02	Équipement de cuisine	174 689
3.03	Équipement spécialisé sports et activités de loisirs	436 723
3.04	Équipement informatique de bâtiment	480 396
<b>3.10</b>	<b>Total avant taxes</b>	<b>1 462 377</b>
3.11	TPS	73 119
3.12	TVQ	145 872
<b>3.20</b>	<b>Coût total mobilier système et équipement non-fixe</b>	<b>1 681 368</b>
<b>4.00</b>	<b>Services spécialisés</b>	
4.01	Plan de sécurité incendie	5 000
4.02	PFT, devis de performance et accompagnement de chantier	481 968
4.03	Mise en service supervisée	100 000
4.04	Service d'aménagement intérieur	100 000
4.05	Communications	25 000
<b>4.10</b>	<b>Total avant taxes</b>	<b>711 968</b>
4.11	TPS	35 598
4.12	TVQ	71 018.81
<b>4.20</b>	<b>Coût total services spécialisés</b>	<b>818 585</b>
<b>5.00</b>	<b>Frais incidents</b>	
5.01	Honoraires de gestion interne	1 310 170
5.02	Financement	-
<b>5.20</b>	<b>Coût total frais incidents</b>	<b>1 310 170</b>
<b>Résumé</b>		
1.20	Coût total des travaux	87 344 694
2.20	Coût total honoraires professionnels travaux	5 596 313
3.20	Coût total mobilier système et équipement non-fixe	1 681 368
4.20	Coût total services spécialisés	818 585
5.20	Coût total frais incidents	1 310 170
<b>6.01</b>	<b>Coût total du projet toute taxes</b>	<b>96 751 131</b>
6.02	Crédit TPS	(4 150 509)
6.03	Crédit TVQ	(4 140 133)
<b>6.20</b>	<b>Coût total du projet taxes nettes</b>	<b>88 460 489</b>

Imputation			
Amortissement			
	25 ans	30 ans	40 ans
	19%	27%	54%
<b>1.00</b>			
<b>A</b>			
A10			8 885 746
A20			1 832 859
<b>B</b>			
B10			7 013 904
B20			5 540 018
B30	2 163 032		
<b>C</b>			
C10		5 011 278	
C20		376 688	
C30	5 109 211		
<b>D</b>			
D10		713 000	
D20			4 162 400
D30		10 269 553	
D40			521 239
D50			5 130 327
<b>E</b>			
E10	1 595 532		
E20	2 070 000		
<b>F</b>			
F10			
F20			
<b>G</b>			
G10	179 982		
G20	408 106		
G30	213 900		
G40	117 530		
<b>1.02</b>	11 857 292	16 370 519	33 086 492
1.03	1 185 729	1 637 052	3 308 649
1.04	948 583	1 309 642	2 646 919
1.05	699 580	965 861	1 952 103
<b>1.10</b>	<b>14 691 185</b>	<b>20 283 073</b>	<b>40 994 164</b>
1.11	734 559	1 014 154	2 049 708
1	1 465 446	2 023 237	4 089 168
<b>1.20</b>	<b>16 891 190</b>	<b>23 320 463</b>	<b>47 133 040</b>
<b>2.00</b>			
2.01	495 030.15	683 453	1 381 328
2.02	159 369	220 029	444 702
2.03	214 992	296 824	599 911
2.04	6 998	9 661	19 526
2.05	14 226	19 640	39 695
2.06	50 674	69 961	141 399
<b>2.10</b>	<b>941 288</b>	<b>1 299 569</b>	<b>2 626 561</b>
2.11	47 064	64 978	131 328
2.12	93 893.44	129 631.98	261 999.49
<b>2.20</b>	<b>1 082 245</b>	<b>1 494 179</b>	<b>3 019 889</b>
<b>3.00</b>			
3.01	370 569		
3.02	174 689		
3.03	436 723		
3.04	480 396		
<b>3.10</b>	<b>1 462 377</b>		
3.11	73 119		
3.12	145 872.13		
<b>3.20</b>	<b>1 681 368</b>		
<b>4.00</b>			
4.01	5 000		
4.02	481 968		
4.03	100 000		
4.04	100 000		
4.05	25 000		
<b>4.10</b>	<b>711 968</b>		
4.11	35 598		
4.12	71 018.81		
<b>4.20</b>	<b>818 585</b>		
<b>5.00</b>			
5.01	1 310 170		
5.02	-		
<b>5.20</b>	<b>1 310 170</b>		
<b>6.01</b>	<b>21 783 560</b>	<b>24 814 643</b>	<b>50 152 929</b>
6.02	(890 341)	(1 079 132)	(2 181 036)
6.03	(888 115)	(1 076 434)	(2 175 584)
<b>6.20</b>	<b>20 005 104</b>	<b>22 659 076</b>	<b>45 796 309</b>
<b>Total=</b>	<b>88 460 489</b>		

Règlement d'emprunt		
6.20	Coût total du projet taxes nettes	88 460 489
7.01	Surplus affecté projets d'investissements	(18 460 489)
<b>7.20</b>	<b>Montant à financer</b>	<b>70 000 000</b>

20 005 104	22 659 076.18	45 796 309
(4 174 790.34)	(4 728 637.97)	(9 557 060.69)
<b>15 830 313</b>	<b>17 930 438</b>	<b>36 239 248</b>

Total= 70 000 000

Préparé par:   
Jean Pierre Richard, Ing. 114885

Date: 2024.04.23

**BY-LAW NO. E-2407 TO AUTHORIZE CAPITAL EXPENDITURES AND A LOAN OF \$70,000,000 FOR THE CONSTRUCTION OF A COMMUNITY AND SPORTS CENTRE**

ADOPTION PROCEDURE SUMMARY	
<b>NOTICE OF MOTION AND FILING:</b>	<b>APRIL 29, 2024</b>
<b>ADOPTION OF BY-LAW:</b>	<b>MAY 14, 2024</b>
<b>COMING INTO EFFECT:</b>	<b>....., 2024</b>

**WHEREAS** notice of motion for this by-law was given on April 29, 2024 and the draft by-law was filed at the same council meeting;

**ON MAY 14, 2024, COUNCIL ENACTED THE FOLLOWING:**

1. Council shall order the work to construct a community and sports centre on lot 1 681 690 of the Quebec cadastre, property of the Town of Mount Royal, as described in the detailed estimate prepared by Mr. Jean-Pierre Richard, engineer, dated April 23, 2024, which, as Schedule A, forms an integral part of this by-law.
2. Council shall be authorized to spend \$88,460,489 for the purposes of this by-law, this amount including the cost of the work mentioned in section 1, incidental costs, contingencies and taxes, as described in Schedule A.
3. To pay the expenses mentioned in this by-law, Council shall be authorized to borrow an amount of \$15,831,000 over a period of twenty-five (25) years, an amount of \$17,930,000 over a period of thirty (30) years and an amount of \$36,239,000 over a period of forty (40) years, to appropriate \$18,460,489 from the appropriated surplus.
4. Council shall annually appropriate, during the term of the loan, a portion of the Town's general revenues to pay the incurred interest expenses and make principal repayments of the loan's annual maturities, the whole in accordance with section 547 of the *Cities and Towns Act*.
5. In the event that the amount of an appropriation authorized by this by-law is greater than the amount actually spent with regards to such appropriation, Council shall be authorized to make use of this surplus to pay any other expenses ordered herewith and for which the appropriation was not sufficient.
6. To reduce the loan authorized herewith, Council shall apply any contribution or grant that may be given for payment of part or all of the expenses mentioned herein.

Council shall also apply to the payment of part or all of the debt service any grant payable over several years. The repayment period for the loan corresponding to the grant amount shall be automatically adjusted to the period established for payment of the grant.

7. This by-law shall come into effect according to law.

Peter J. Malouf  
Mayor

Alexandre Verdy  
Town clerk



**By-law No. E-2407**

**Schedule A**

PROJET DU 14 MAI 2024



## RÈGLEMENT N° 1471 DIVISANT LE TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ EN HUIT DISTRICTS ÉLECTORAUX

### SOMMAIRE DE LA PROCÉDURE D'ADOPTION

DÉPÔT ET AVIS DE MOTION :	16 AVRIL 2024
ADOPTION DU RÈGLEMENT :	14 MAI 2024
ENTRÉE EN VIGUEUR :	31 OCTOBRE 2024

**ATTENDU QU'**avis de motion du présent règlement a été donné le 16 avril 2024 et que le projet de règlement a été déposé lors de la même séance;

**ATTENDU QU'**en vertu de l'article 9 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (RLRQ., C. E-2.2) (la Loi), le nombre de districts électoraux de la municipalité doit être d'au moins huit districts et d'au plus douze;

**ATTENDU QUE** le conseil juge opportun et nécessaire de procéder à la division du territoire de la municipalité en huit districts électoraux de manière à respecter les exigences de l'article 12 de la Loi.

### LE 14 MAI 2024 LE CONSEIL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

1. Le territoire de la Ville de Mont-Royal est, par le présent règlement, divisé en huit districts électoraux, décrits et délimités comme suit :

#### **District électoral n° 1**

En partant d'un point situé à l'intersection de l'avenue Beaumont et de la limite municipale nord-est, les limites municipales nord-est et sud-est, la ligne arrière du chemin Rockland (côté sud-ouest), le boulevard Graham, l'avenue Brookfield, la ligne arrière du chemin Rockland (côté sud-ouest – incluant le 295, avenue Brookfield et le 280, avenue Trenton), les limites municipales nord-ouest et nord-est jusqu'au point de départ.

Ce district contient 1 873 électeurs pour un écart à la moyenne de +5,11 % et possède une superficie de 1,09 km<sup>2</sup>.

#### **District électoral n° 2**

En partant d'un point situé à l'intersection de l'avenue Melbourne et du boulevard Laird, le boulevard Laird, le chemin Canora, la voie ferrée du REM, la limite municipale nord-ouest, la ligne arrière du chemin Rockland (côté sud-ouest) et l'avenue Melbourne jusqu'au point de départ.

Ce district contient 1 793 électeurs pour un écart à la moyenne de +0,62 % et possède une superficie de 0,54 km<sup>2</sup>.

#### **District électoral n° 3**

En partant d'un point situé à l'intersection de l'avenue Melbourne et du boulevard Laird, l'avenue Melbourne, la ligne arrière du chemin Rockland (côté sud-ouest – excluant le 280, avenue Trenton et le 295, avenue Brookfield), l'avenue Brookfield, le boulevard Graham, le chemin Canora et le boulevard Laird jusqu'au point de départ.

Ce district contient 1 629 électeurs pour un écart à la moyenne de -8,59 % et possède une superficie de 0,65 km<sup>2</sup>.

#### **District électoral n° 4**

En partant d'un point situé à l'intersection du croissant Merit et du boulevard Graham, le boulevard Graham, la ligne arrière du chemin Rockland (côté sud-ouest), les limites municipales sud-est et sud-ouest, la voie ferrée du REM, l'avenue Wicksteed et le croissant Merit jusqu'au point de départ.

Ce district contient 1 971 électeurs pour un écart à la moyenne de +10,61 % et possède une superficie de 0,48 km<sup>2</sup>.

#### **District électoral n° 5**

En partant d'un point situé à l'intersection de la voie ferrée du REM et de la limite municipale sud-est, cette limite municipale sud-est, le chemin Saint-Clare, l'avenue Kindersley, le boulevard Graham, le croissant Merit, l'avenue Wicksteed et la voie ferrée du REM jusqu'au point de départ.

Ce district contient 1 580 électeurs pour un écart à la moyenne de -11,34 % et possède une superficie de 0,77 km<sup>2</sup>.

#### **District électoral n° 6**

En partant d'un point situé à l'intersection de la limite municipale nord-ouest et de la voie ferrée du REM, la voie ferrée du REM, le chemin Dunkirk, le boulevard Graham, l'avenue Lazard, le chemin Winton, le chemin Strathcona, le chemin MacNeil et la limite municipale nord-ouest jusqu'au point de départ.

Ce district contient 1 856 électeurs pour un écart à la moyenne de +4,15 % et possède une superficie de 0,49 km<sup>2</sup>.

#### **District électoral n° 7**

En partant d'un point situé à l'intersection de la limite municipale nord-ouest et du chemin MacNeil, le chemin MacNeil, le chemin Strathcona, le chemin Winton, l'avenue Lazard, le boulevard Graham, l'avenue Kindersley, le chemin Saint-Clare, l'avenue Kindersley, le chemin Lucerne, jusqu'à l'avenue Algonquin, la ligne arrière du chemin Lucerne (côté nord-est) et la limite municipale nord-ouest jusqu'au point de départ.

Ce district contient 1 684 électeurs pour un écart à la moyenne de -5,50 % et possède une superficie de 0,77 km<sup>2</sup>.

#### **District électoral n° 8**

En partant d'un point situé à l'intersection de la limite municipale nord-ouest et de la ligne arrière du chemin Lucerne (côté nord-est), la ligne arrière du chemin Lucerne (côté nord-est) jusqu'à l'avenue Algonquin, le chemin Lucerne, l'avenue Kindersley, le chemin Saint-Clare et les limites municipales sud-est, sud-ouest et nord-ouest jusqu'au point de départ.

Ce district contient 1 866 électeurs pour un écart à la moyenne de +4,71 % et possède une superficie de 2,66 km<sup>2</sup>.

La description des limites des districts électoraux a été effectuée dans le sens horaire.

Toute mention d'une voie de circulation renvoie à sa ligne médiane, sauf indication contraire.

Toute mention de la ligne arrière d'une voie de circulation signifie que la limite du district électoral passe à l'arrière des emplacements dont les adresses ont front sur la voie de circulation mentionnée. Le côté de ladite voie est précisé par un point cardinal.

2. Le présent règlement entre en vigueur le 31 octobre 2024 conformément à l'article 30 à la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*.

Le maire,

Le greffier,

Peter J. Malouf

Alexandre Verdy

PROJET DU 14 MAI 2024



**REGLEMENT N° 1471**

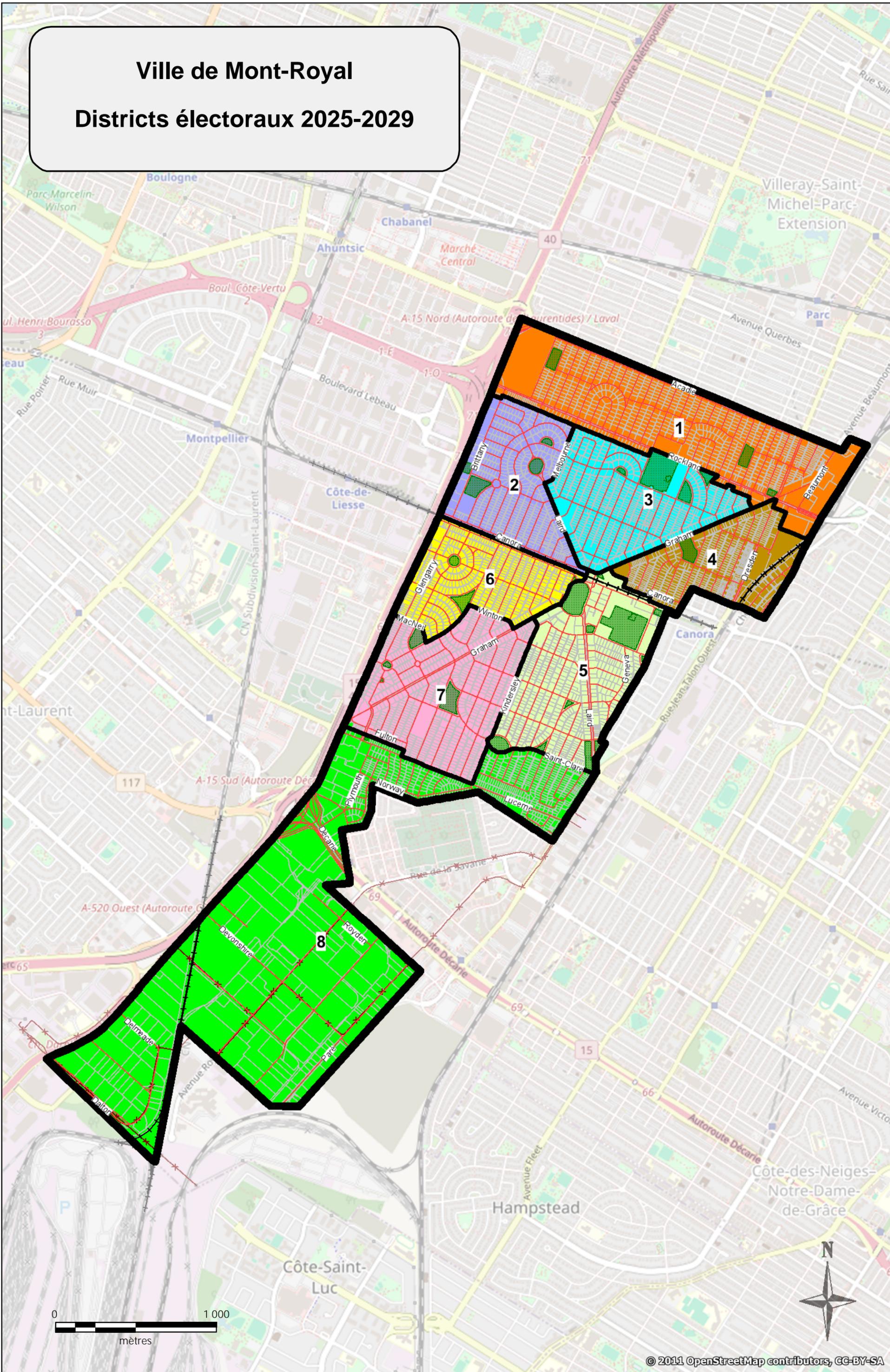
**ANNEXE 1**

**Carte électorale**

PROJET DU 14 MAI 2024

# Ville de Mont-Royal

## Districts électoraux 2025-2029



**BY-LAW NO. 1471 TO DIVIDE THE TOWN'S TERRITORY INTO EIGHT ELECTORAL DISTRICTS**

<b>ADOPTION PROCEDURE SUMMARY</b>	
<b>NOTICE OF MOTION AND FILING:</b>	<b>APRIL 16, 2024</b>
<b>ADOPTION OF BY-LAW:</b>	<b>MAY 14, 2024</b>
<b>COMING INTO EFFECT:</b>	<b>OCTOBER 31, 2024</b>

**WHEREAS** notice of motion for this by-law was given on April 15, 2024 and the draft by-law was filed at the same council meeting;

**WHEREAS** under section 9 of the *Act respecting elections and referendums in municipalities* (CQLR c. E-2.2) (the Act), the number of electoral districts in the Town shall not be fewer than 8 nor more than 12;

**WHEREAS** Council deems it advisable and necessary to proceed with the division of the Town's territory into eight electoral districts so as to meet the requirements of section 12 of the Act.

**ON MAY 14, 2024, COUNCIL ENACTED THE FOLLOWING:**

1. The Town of Mount Royal shall be divided into eight electoral districts described and bounded as follows:

**Electoral District No. 1**

Starting at the intersection of Beaumont Avenue and the northeast Town boundary, the northeast and southeast Town boundaries, the rear lot line of Rockland Road (southwest side), the Graham Boulevard, Brookfield Avenue, the rear lot line of Rockland Road (southwest side, - including 295 Brookfield Avenue and 280 Trenton Avenue) and the northwest and northeast Town boundaries to the starting point.

Such district shall comprise 1 873 electors, a +5.11 % variation from the mean, and an area of 1.09 km<sup>2</sup>.

**Electoral District No. 2**

Starting at the intersection of Melbourne Avenue and Laird Boulevard, Laird Boulevard, Canora Road, the REM railroad tracks, the northwest Town boundary, the rear lot line of Rockland Road (southwest side) and Melbourne Avenue to the starting point.

Such district shall comprise 1 793 electors, a +0.62% variation from the mean, and an area of 0.54 km<sup>2</sup>.

### **Electoral District No. 3**

Starting at the intersection of Melbourne Avenue and Laird Boulevard, Melbourne Avenue, the rear lot line of Rockland Road (southwest side - excluding 280, Trenton Avenue and 295, Brookfield Avenue), Brookfield Avenue, Graham Boulevard, Canora Road and Laird Boulevard to the starting point.

Such district shall comprise 1 629 electors, a -8.59 % variation from the mean, and an area of 0.65 km<sup>2</sup>.

### **Electoral District No. 4**

Starting at the intersection of Merit Crescent and Graham Boulevard, Graham Boulevard, the rear lot line of Rockland Road (southwest side), the southeast and southwest Town boundaries, the REM railroad tracks, Wicksteed Avenue and Merit Crescent to the starting point.

Such district shall comprise 1 971 electors, a +10.61% variation from the mean, and an area of 0.48 km<sup>2</sup>.

### **Electoral District No. 5**

Starting at the intersection of the REM railroad tracks and the southeast Town boundary, the southeast Town boundary, Saint-Clare Road, Kindersley Avenue, Graham Boulevard, Merit Crescent, Wicksteed Avenue and the REM railroad tracks to the starting point.

Such district shall comprise 1 580 electors, a -11.34% variation from the mean, and an area of 0.77 km<sup>2</sup>.

### **Electoral District No. 6**

Starting at the intersection of the northwest Town boundary and the REM railroad tracks, the REM railroad tracks, Dunkirk Road, Graham Boulevard, Lazard Avenue, Winton Road, Strathcona Road, MacNeil Road and the northwest Town boundary to the starting point.

Such district shall comprise 1 856 electors, a +4.15 %variation from the mean, and an area of 0.49 km<sup>2</sup>.

### **Electoral District No. 7**

Starting at the intersection of the northwest Town boundary and MacNeil Road, MacNeil Road, Strathcona Road, Winton Road, Lazard Avenue, Graham Boulevard, Kindersley Avenue, Saint-Clare Road, Kindersley Avenue, Lucerne Road, to Algonquin Avenue, the rear lot line of Lucerne Road (northeast side) and the northwest Town boundary to the starting point.

Such district shall comprise 1 684 electors, a -5.50% variation from the mean, and an area of 0.77 km<sup>2</sup>.

**Electoral District No. 8**

Starting at the intersection of the northwest Town boundary and the rear lot line of Lucerne Road (northeast side), the rear lot line of Lucerne Road (northeast side) to Algonquin Avenue, Lucerne Road, Kindersley Avenue, Saint-Clare Road and the southeast, southwest and northwest Town boundaries to the starting point.

Such district shall comprise 1 866 electors, a +4.71% variation from the mean, and an area of 2.66 km<sup>2</sup>.

The boundaries of the electoral districts are described clockwise.

References to roadways are to their centre line unless otherwise provided.

Any reference to the rear line of a roadway means that the electoral district boundaries pass behind the sites fronting the roadway mentioned. The side of such roadway is defined by a cardinal point.

2. This by-law shall come into effect on October 31, 2024 according to section 30 of the Act respecting elections and referendums in municipalities.

Peter J. Malouf  
Mayor

Alexandre Verdy  
Town clerk

PROJET DU 14 MARS 2024



**BY-LAW NO. 1471**

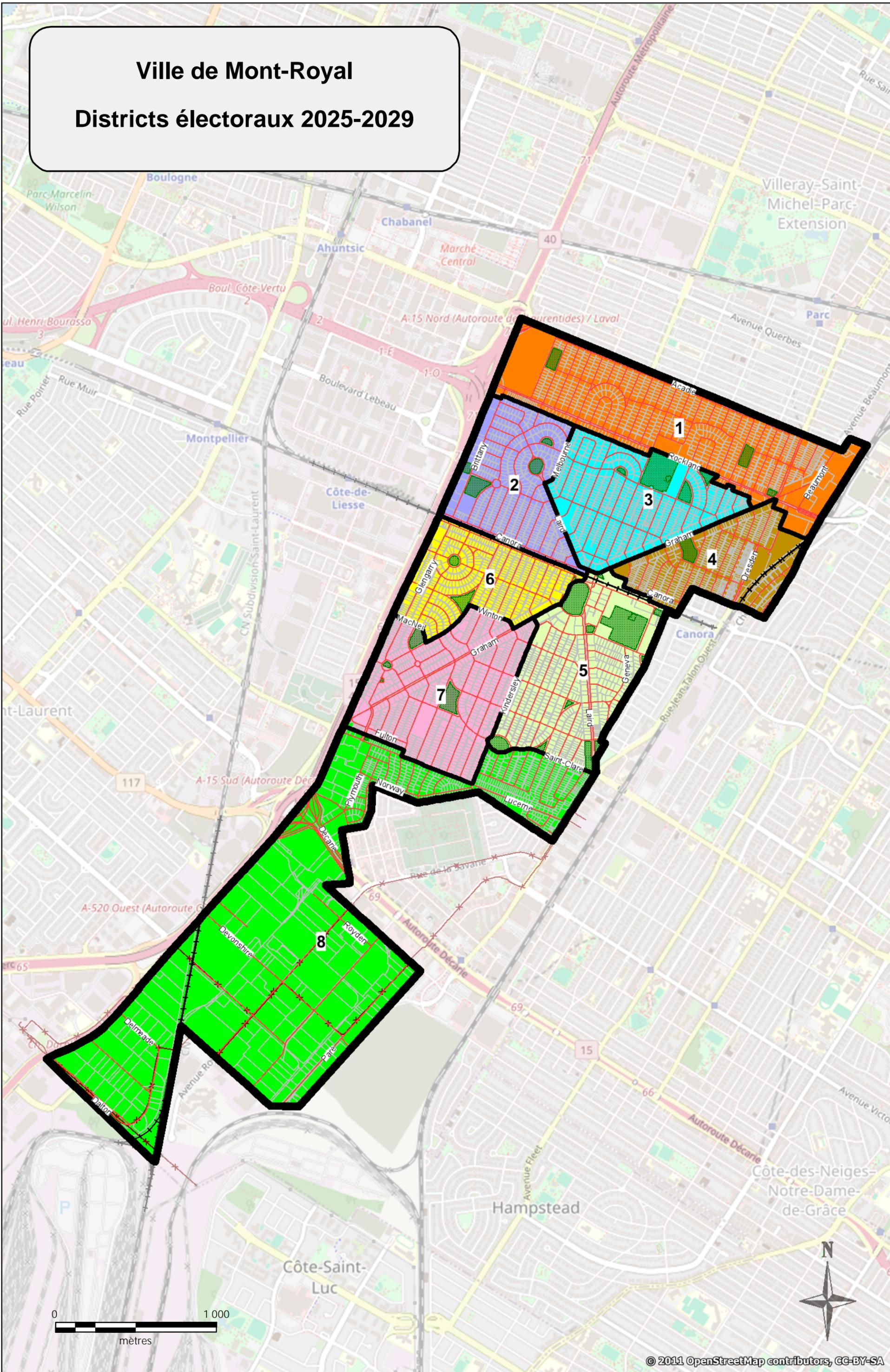
**SCHEDULE 1**

**Electoral Map**

PROJET DU 14 MAI 2024

# Ville de Mont-Royal

## Districts électoraux 2025-2029



© 2011 OpenStreetMap contributors, CC-BY-SA

## RÈGLEMENT N<sup>o</sup> 1472 SUR LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET LA CONFORMITÉ RÉGLEMENTAIRE

SOMMAIRE DE LA PROCÉDURE D'ADOPTION	
DÉPÔT ET AVIS DE MOTION :	16 AVRIL 2024
ADOPTION DU RÈGLEMENT :	14 MAI 2024
ENTRÉE EN VIGUEUR :	..... 2024

**ATTENDU QUE** les pouvoirs de la Ville aux termes des articles 411 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et 62 de la *Loi sur les compétences municipales* (RLRQ, c. C-47.1);

**ATTENDU** les articles 72 à 87 du *Code de procédure pénale* (RLRQ, c. C-25.1);

**ATTENDU** sous-paragraphe a) du paragraphe 8<sup>o</sup> de l'article 19 et l'article 54 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001

### LE 14 MAI 2024 LE CONSEIL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

1. Le présent règlement s'applique au territoire de la Ville de Mont-Royal.
  
2. Ce règlement a pour objets :
  - a) de définir et d'encadrer l'intervention des officiers, patrouilleurs et sergents du Service de la Sécurité publique lequel constitue un service municipal;
  
  - b) d'offrir aux résidents une prestation complémentaire aux éléments de sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants qui sont de compétence d'agglomération.
  
3. Les officiers, patrouilleurs et sergents doivent, dans le cadre de leurs fonctions, veiller aux inspections et à l'application des règlements suivants :
  - a) **1358** – concernant la collecte sélective des matières recyclables, la collecte de résidus verts, la collecte de résidus alimentaires et la collecte des ordures ménagères
  - b) **1407** – régissant la marche au ralenti
  - c) **1421** – régissant les permis de tournage
  - d) **1468** – relatif à l'occupation du domaine public
  - e) **1384** – sur la circulation et le stationnement
  - f) **1323** – sur la distribution de circulaires
  - g) **1340** – sur la protection des chats et des chiens
  - h) **1380** – sur la salubrité, la sécurité, la paix et l'ordre
  - i) **1419** – sur l'aqueduc
  - j) **1432** – sur le déneigement
  - k) **1436** – sur l'utilisation des pesticides
  - l) **P-38.002, r.1** – Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens.

4. Les officiers, patrouilleurs et sergents peuvent, dans le cadre de leurs fonctions, procéder aux inspections reliées à l'application des règlements suivants :
- a) **1383** – sur les permis d'exercice de certaines activités commerciales
  - b) **1433** – visant à lutter contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Mont-Royal
  - c) **1435** – régissant la démolition des immeubles
  - d) **1441** – de zonage
  - e) **1443** – de construction
  - f) **1444** – sur les permis et certificats
  - g) **1447** – sur les commerces de prêt sur gages et articles d'occasion
  - h) **1456** – concernant les appareils de chauffage, de cuisson d'aliments et les foyers permettant l'utilisation d'un combustible solide
  - i) **1467** – relatif à l'entretien et à l'occupation des bâtiments.
5. Les officiers, patrouilleurs et sergents du Service sont autorisés à effectuer les opérations suivantes dans le cadre de leurs fonctions :
- a) accéder à tout bâtiment, équipement, construction, installation, propriété mobilière ou immobilière;
  - b) examiner l'intérieur ou l'extérieur des maisons, bâtiments ou édifices quelconques et y pénétrer pour constater si les règlements du conseil y sont exécutés, pour vérifier tout renseignement ou pour constater tout fait nécessaire à l'exercice par la Ville du pouvoir de délivrer un permis, d'émettre un avis de conformité d'une demande, de donner une autorisation ou toute autre forme de permission, qui leur est conféré par une loi ou un règlement;
  - c) visiter et examiner, à toute heure raisonnable, toute propriété immobilière ou mobilière, notamment afin d'éviter qu'un crime ou une infraction puisse y être commis;
  - d) obliger les propriétaires ou occupants de propriétés, bâtiments et édifices, à y laisser pénétrer les fonctionnaires ou employés de la Ville;
  - e) exiger tout renseignement, de même que la production de tout document s'y rapportant aux fins de l'application de toute disposition d'un règlement concernant des objets relevant de leurs fonctions;
  - f) exiger de toute personne ayant commis ou qu'ils soupçonnent d'avoir commis une infraction de s'identifier en déclinant ses noms, prénoms, date de naissance et adresse;
  - g) faire des enquêtes, recherches, vérifications et essais et prendre des photographies ou des enregistrements dans tout bâtiment, équipement, construction, installation ou autre lieu;
  - h) se coordonner avec les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants afin d'agir en soutien à toute intervention de leur part ou agir à leur demande ;
  - i) délivrer au nom de la Ville un constat d'infraction pour toute infraction à l'un des règlements dont il doit veiller aux inspections et à l'application.

6. Les officiers, patrouilleurs et sergents du Service sont également autorisés à effectuer les opérations complémentaires suivantes dans le cadre de leurs fonctions :
- a) restreindre l'accès à un chemin public, à un trottoir, à un terrain public ou privé si un périmètre de sécurité a été établi par le Service de police de la Ville de Montréal, le Service de sécurité Incendie de Montréal ou tout service public ayant ce pouvoir lorsque requis;
  - b) restreindre l'accès à tout lieu qu'il juge représenter un danger pour la sécurité des personnes qui s'y trouvent;
  - c) déployer de la signalisation temporaire et à contrôler la circulation lors de toute situation d'urgence ou dans l'objectif de prévenir un danger ou pour venir en assistance aux policiers dans la gestion de la circulation;
  - d) dévier temporairement la circulation lorsque nécessaire;
  - e) expulser une personne qui contrevient à l'usage normal et respectueux des installations de la Ville, incluant les parcs, bâtiments et autres lieux publics;
  - f) expulser une personne qui refuse de respecter les règles émises par un employé de la Ville dans les installations de la Ville, incluant les parcs, terrains de jeux, bâtiments, parcs canins, bibliothèque, centre récréatif salles de réception, stationnements publics et autres lieux publics sous la responsabilité de la Ville;
  - g) délivrer au conseil une recommandation en application de l'article 348.1 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19).
7. Les officiers, patrouilleurs et inspecteurs du Service collaborent et assistent avec le service des incendies de la Ville de Montréal (SIM), le service de police de la Ville de Montréal (SPVM), Urgences-Santé, ainsi qu'avec les ministères et organisations chargés de la protection civile sur l'Île de Montréal.
- Sous l'égide de l'Organisation de la Sécurité civile de l'agglomération de Montréal (OSCAM), le Service est établi comme service de sécurité civile pour assurer la protection des personnes et des biens sur le territoire de la Ville. Il est chargé de la mise en place et de la mise à jour périodique de la mission locale du plan de sécurité civile de l'agglomération de Montréal, avec les activités reliées à l'aide aux personnes sinistrées, les communications locales avec les citoyens, les supports techniques et la mise en place du centre des opérations d'urgence local ainsi que le support au centre des opérations d'urgence.
8. Toute personne doit se comporter de manière à :
- a) permettre aux officiers, patrouilleurs et sergents d'exercer les fonctions prévues au présent règlement;
  - b) ne pas nuire ou entraver leur mise en œuvre.

9. Commet une infraction, toute personne qui :
- a) entrave de quelque façon que ce soit l'exécution des fonctions de tout officier, patrouilleur ou sergent du Service;
  - b) refuse d'obtempérer à la demande d'expulsion d'un officier, patrouilleur ou sergent du Service;
  - c) refuse d'obtempérer à la demande d'un officier, patrouilleur ou sergent du Service qui lui demande de circuler ou de déplacer son véhicule;
  - d) refuse de s'identifier à un officier, patrouilleur ou sergent du Service;
  - e) intimide, profère des menaces ou insulte un officier, patrouilleur ou sergent du Service;
  - f) empêche ou nuit d'une quelconque manière à l'exercice des pouvoirs conférés à un officier, patrouilleur ou sergent, notamment en lui refusant l'entrée dans un lieu, en refusant de lui transmettre une information ou en lui transmettant de fausses informations.
10. Quiconque contrevient au présent règlement commet une infraction et est passible :
- 1° s'il s'agit d'une personne physique :
    - a) pour une première infraction, d'une amende de 500 \$ à 1 000 \$;
    - b) pour une récidive, d'une amende de 1 000 \$ à 2 000 \$;
  - 2° s'il s'agit d'une personne morale :
    - a) pour une première infraction, d'une amende de 1 000 \$ à 2 000 \$;
    - b) pour une récidive, d'une amende de 2 000 \$ à 4 000 \$.
11. La délivrance de tout constat par un officier, patrouilleur ou sergent aux termes du présent règlement n'a pas pour effet de limiter son pouvoir de constater une contravention ou de limiter la délivrance d'un constat aux termes de tout règlement dont il est chargé de l'application ou des inspections.
12. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Le maire,

Le greffier,

Peter J. Malouf

Alexandre Verdy

**BY-LAW NO. 1472 CONCERNING PUBLIC SECURITY AND REGULATORY COMPLIANCE**

<b>ADOPTION PROCEDURE SUMMARY</b>	
<b>NOTICE OF MOTION AND FILING:</b>	<b>APRIL 16, 2024</b>
<b>ADOPTION OF BY-LAW:</b>	<b>MAY 14, 2024</b>
<b>COMING INTO EFFECT:</b>	<b>..., 2024</b>

**CONSIDERING** the powers of the Town under sections 411 of the *Cities and Towns Act* (CQLR, c. C-19) and 62 of the *Municipal Powers Act* (CQLR, c. C-47.1);

**CONSIDERING** sections 72 to 87 of the *Code of Penal Procedure* (CQLR, c. C-25.1);

**CONSIDERING** subparagraph a) of paragraph 8 of section 19 and section 54 of the *Act respecting the exercise of certain municipal powers in certain urban agglomerations* (CQLR, c. E-20.001);

**ON MAY 14, 2024, COUNCIL ENACTED THE FOLLOWING:**

1. This by-law applies to the territory of Town of Mount Royal.
  
2. The purpose of this by-law is:
  - a) to define and guide interventions by the officers, patrollers and sergeants of the Public Security Department, which is a municipal department;
  - b) to provide to residents services complementary to the public security services provided by the police department, civil protection agencies and first responders for which the Agglomeration is responsible.
  
3. In performing their duties, the officers, patrollers and sergeants shall be responsible for inspections and for enforcing the following by-laws:
  - a) **1358** – Concerning the Selective Collection of Recuperable Secondary Materials and Refuse Collection;
  - b) **1407** – Concerning Idling Control;
  - c) **1421** – to Govern Filming Permits;
  - d) **1468** – on Public Domain Occupancy Permits;
  - e) **1384** – with Respect to Traffic Control Devices;
  - f) **1323** – Concerning the Distribution of Circulars;
  - g) **1340** – Concerning the Management and Protection of Dogs and Cats;
  - h) **1380** – Concerning Sanitation, Safety, Peace and Order;
  - i) **1419** – Water Supply;
  - j) **1432** – on Snow Removal;
  - k) **1436** – Concerning Pesticide Use;
  - l) **P-38.002, r.1** – Regulation respecting the application of the Act to promote the protection of persons by establishing a framework with regard to dogs.

4. As part of their duties, patrollers and sergeants may carry out inspections related to enforcement of the following by-laws:
  - a) **1383** – Regarding Operating Licences for Certain Commercial Activities;
  - b) **1433** – Against the Propagation of the Emerald Ash Border within the Town of Mount Royal.
  - c) **1435** – Governing the Demolition of Immovables;
  - d) **1441** – Zoning.
  - e) **1443** – Building;
  - f) **1444** – Permits and Certificates;
  - g) **1447** – Concerning Pawnshops and Establishments Dealing in Second-Hand Goods;
  - h) **1456** – Concerning Solid-Fuel Heating and Cooking Devices and Fireplaces;
  - i) **1467** – Concerning the Maintenance and Occupation of Buildings.
  
5. Department officers, patrollers and sergeants are authorized to carry out the following operations as part of the duties:
  - a) gaining access to any building, equipment, construction, facility or movable or immovable property;
  - b) examining the interior and exterior of any houses, buildings or structures and entering them to determine whether the by-laws passed by Council have been followed, to check any information or to ascertain any fact required for the Town to be able to issue a permit, issue an opinion or give permission or any other form of permission granted to them under a law or by-law;
  - c) visit and examine, at any reasonable time of day, any immovable or movable property, in particular to prevent a crime or offence from being committed.
  - d) require the owners and occupants of properties, buildings and structures to allow Town officers and employees to enter them;
  - e) require any information and the production of any related document for the purpose of applying any provision of a by-law concerning objects related to their duties;
  - f) require that any person who has committed or is suspected of having committed an offence identify themselves by providing their family names, first names, date of birth and address;
  - g) make inquiries about, search, check, carry out tests and take photographs or make recordings of any building, equipment, structure, facility or other location;
  - h) coordinate with the police, civil protection, fire and first responder agencies in order to provide support for any intervention by them or to act at their request;
  - i) issue, on behalf of the Town, a statement of offence for any violation of one of the by-laws under which they are to carry out inspections or which they are to enforce.

6. Department officers, patrollers and sergeants are also authorized to carry out the following complementary operations as part of their duties:
- a) restrict access to a public road, sidewalk or public or private property if a security perimeter has been set up by the Service de police de la Ville de Montréal, the Service de sécurité Incendie de Montréal or any public service which has this power when required;
  - b) restrict access to any location which it deems as constituting a danger to the safety of the persons on the premises;
  - c) put up temporary signage and control traffic during emergency situations or for the purpose of warning about a danger or assisting the police in managing traffic;
  - d) temporarily divert traffic when necessary;
  - e) expel any person who does not use Town facilities, including parks, buildings and other public places, in a normal and respectful manner;
  - f) expel any person who refuses to comply with the rules issued by a Town employee in Town facilities, including parks, playing fields and courts, buildings, dog runs, the library, the recreation centre, reception areas, public parking facilities and other public places under the Town's responsibility;
  - g) submit to Council a recommendation in application of section 348.1 of the *Cities and Towns Act* (CQLR, c. C-19).
7. Department officers, patrollers and inspectors shall collaborate with and assist the Service des incendies de la Ville de Montréal (SIM), the Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), Urgences-Santé and the Quebec departments and the organizations responsible for civil protection on the Island of Montreal.

Under the aegis of the Organisation de la Sécurité civile de l'agglomération de Montréal (OSCAM), the Department is designated as a civil protection service for people and property on Town territory. It is responsible for setting up and periodically updating the local mission of the Montreal Agglomeration civil protection plan, with activities related to assisting affected persons, maintaining local communications with citizens, providing technical support, setting up a local emergency operations centre and supporting the centre's operations.

8. All persons are required to act so as to:
- a) allow officers, patrollers and sergeants to perform the duties specified in this by-law;
  - b) not hinder or interfere with the performance of said duties.

9. A person who does any of the following shall have committed an offence:
- a) interferes in any way with the performance of the duties of an officer, patroller or sergeant of the Department;
  - b) refuses to comply with the expulsion order of an officer, patroller or sergeant of the Department;
  - c) refuses to obey an officer, patroller or sergeant of the Department who asks them to move along or to move their vehicle;
  - d) refuses to identify themselves to an officer, patroller or sergeant of the Department;
  - e) intimidates, utters threats toward or insults an officer, patroller or sergeant of the Department;
  - f) hinders or interferes, in any way, with the exercise of the powers granted to an officer, patroller or sergeant, in particular by refusing them entry to a location, refusing to provide information to them or providing false information to them.
10. Any person who contravenes any provision of this by-law shall have committed an offence and shall be liable to:
1. for a physical person:
    - a) a fine of between \$500 and \$1,000 for a first offence;
    - b) a fine of between \$1,000 and \$2,000 for a subsequent offence;
  2. for a moral person:
    - a) a fine of between \$1,000 and \$2,000 for a first offence;
    - b) a fine of between \$2,000 and \$4,000 for a subsequent offence.
11. The issuing of any statement by an officer, patroller or sergeant hereunder shall not have the effect of limiting their power to place on record an offence or limiting the issuing of a statement of offence under any by-law they are responsible for enforcing or for carrying out inspections under.
12. This by-law shall come into effect according to law.

Peter J. Malouf  
Mayor

Alexandre Verdy  
Town Clerk

**PREMIER PROJET DE RÈGLEMENT N° 1441-17 MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE N° 1441 EN CE QUI A TRAIT AUX NORMES DE STATIONNEMENT POUR L'USAGE SERVICE D'HÉBERGEMENT DANS LES ZONES M-801, M-802, M-803**

SOMMAIRE DE LA PROCÉDURE D'ADOPTION	
AVIS DE MOTION ET DÉPÔT :	14 MAI 2024
PREMIER PROJET DE RÈGLEMENT :	14 MAI 2024
ADOPTION DU RÈGLEMENT :	..... 2024
ENTRÉE EN VIGUEUR :	..... 2024

**ATTENDU QU'**avis de motion a été donné le 14 mai 2024 que le projet de règlement a été déposé à la même séance.

**LE ..... 2024, LE CONSEIL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :**

1. L'article 551 du Règlement de zonage n° 1441 est modifié par l'insertion, à la fin de la première phrase, des mots « , à l'exception de l'usage C-6.1 - Service d'hébergement. ».
2. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Le maire,

Le greffier,

Peter J. Malouf

Alexandre Verdy

**BY-LAW NO. 1441-17 TO AMEND ZONING BY-LAW NO. 1441 WITH RESPECT TO PARKING STANDARDS FOR THE LODGING SERVICE USE IN ZONES M-801, M-802, M-803**

ADOPTION PROCEDURE SUMMARY	
<b>NOTICE OF MOTION AND FILING:</b>	MAY 14, 2024
<b>FIRST DRAFT BY-LAW:</b>	MAY 14, 2024
<b>ADOPTION OF BY-LAW:</b>	....., 2024
<b>COMING INTO EFFECT:</b>	....., 2024

**WHEREAS** notice of motion was given on May 14, 2024 and the draft by-law was filed at the same council meeting;

**ON** ....., 2024, COUNCIL ENACTED THE FOLLOWING:

1. Section 551 of Zoning By-law No. 1441 shall be amended by inserting, at the end of the first sentence, “, with the exception of use C-6.1 – Lodging service.”.
  
2. This by-law shall come into effect according to law.

Peter J. Malouf  
Mayor

Alexandre Verdy  
Town Clerk

Projet 14 mai 2024

**PREMIER PROJET DE RÈGLEMENT N° 1441-18 MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE N° 1441 EN CE QUI A TRAIT À L’AFFICHAGE POUR LE COMPLEXE MULTIFONCTIONNEL DANS LES ZONES M-801, M-802, M-803**

SOMMAIRE DE LA PROCÉDURE D’ADOPTION	
AVIS DE MOTION ET DÉPÔT :	14 MAI 2024
PREMIER PROJET DE RÈGLEMENT :	14 MAI 2024
ADOPTION DU RÈGLEMENT :	..... 2024
ENTRÉE EN VIGUEUR :	..... 2024

**ATTENDU QU’**avis de motion a été donné le 14 mai 2024 que le projet de règlement a été déposé à la même séance.

**LE ..... 2024, LE CONSEIL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :**

1. L’article 492.19 du Règlement de zonage n° 1441 est modifié par :

1° l’ajout, au premier alinéa, des paragraphes suivants :

« 7° lorsqu’installée sur la même façade qu’une enseigne thématique appliquée, l’enseigne appliquée collective et l’enseigne thématique appliquée doivent être reliées par un côté;

8° Elle peut être constituée d’un écran numérique aux conditions suivantes :

a) le contenu est fixe;

b) l’écran numérique est muni d’un dispositif réduisant la luminosité de l’écran lorsque la luminosité ambiante s’affaiblit. »;

2° la suppression du deuxième alinéa.

2. Ce règlement est modifié par l’insertion, après l’article 492.33, des articles suivants :

« Enseigne thématique appliquée

492.34 Toute enseigne thématique appliquée est assujettie au respect des dispositions de la présente sous-section :

1° elle peut être installée uniquement sur une façade qui donne directement sur une autoroute;

2° elle doit être installée aux étages du couronnement du bâtiment;

3° elle doit être fixée solidement à la façade;

4° elle peut faire saillie de maximum quarante-cinq centimètres (45 cm);

5° l’installation des enseignes thématiques appliquées est autorisée directement à l’angle des murs du complexe multifonctionnel à condition que les deux panneaux d’affichage soient reliés par un côté. Ces deux panneaux doivent être conçus dans l’idée d’une enseigne unique;

- 6° elle peut être constituée d'un écran numérique aux conditions suivantes :
- a) le contenu est fixe pour une période d'au moins 20 secondes;
  - b) la transition du contenu est faite en simultanée, sans effet de transition, et ce sur l'ensemble des enseignes thématiques appliquées;
  - c) en tout temps, le contenu est le même sur chaque enseigne thématique appliquée;
  - d) il est interdit d'afficher du contenu séquentiel pour un même établissement;
  - e) l'écran numérique est muni d'un dispositif réduisant la luminosité de l'écran lorsque la luminosité ambiante s'affaiblit;
  - f) le nom ou le logo de l'établissement ne peut pas occuper plus de 20% de la surface intérieure du cadrage de l'enseigne. La surface intérieure résiduelle doit être une image unique.

Nombre	492.35	Deux (2) enseignes thématiques appliquées maximum sont autorisées pour l'ensemble du complexe multifonctionnel.
Superficie	492.36	La superficie maximale pour toute enseigne thématique appliquée est de soixante-dix-sept virgule sept mètres carrés (77,7 m <sup>2</sup> ) par panneau.  Un cadrage noir d'une largeur de trente centimètres (30 cm) doit être intégré à l'écran numérique en permanence. ».

3. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Le maire,

Le greffier,

Peter J. Malouf

Alexandre Verdy

**FIRST DRAFT BY-LAW NO. 1441-18 TO AMEND ZONING BY-LAW NO. 1441 WITH RESPECT TO SIGNAGE FOR THE MULTIFUNCTIONAL COMPLEX IN ZONES M-801, M-802 AND M-803**

ADOPTION PROCEDURE SUMMARY	
<b>NOTICE OF MOTION AND FILING:</b>	<b>MAY 14, 2024</b>
<b>FIRST DRAFT BY-LAW:</b>	<b>MAY 14, 2024</b>
<b>ADOPTION OF BY-LAW:</b>	<b>....., 2024</b>
<b>COMING INTO EFFECT:</b>	<b>....., 2024</b>

**WHEREAS** notice of motion was given on May 14, 2024 and the draft by-law was filed at the same council meeting;

**ON** ....., 2024, COUNCIL ENACTED THE FOLLOWING:

1. Section 492.19 of Zoning By-law No. 1441 shall be amended by:
  - (1) adding the following sub-paragraphs to the first paragraph:
    - “7° when installed on the same facade as an applied thematic sign, the collective applied sign and the applied thematic sign must be connected by one side;
    - 8° It may consist of a digital screen under the following conditions:
      - a) the content is fixed;
      - b) the digital screen is equipped with a device that reduces the brightness of the screen when the ambient brightness decreases.”;
  - (2) deleting the second paragraph.

2. This by-law is amended by inserting the following sections after section 492.33:

“Applied thematic sign	<p>492.34 Any applied thematic sign is subject to compliance with the provisions of this subdivision:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1° it may be installed only on a facade directly facing a highway;</li> <li>2° it must be installed on the top storey of the building;</li> <li>3° it must be securely fastened to the façade;</li> <li>4° they may project a maximum of forty-five centimeters (45 cm);</li> <li>5° the installation of applied thematic signs is authorized directly at the corner of the walls of the multifunctional complex, provided that the two billboards are connected by one side. These two panels must be designed as a single sign;</li> </ol>
------------------------	---

- 6° it may consist of a digital screen under the following conditions:
- a) the content is fixed for a period of at least 20 seconds;
  - b) the transition of content is simultaneous, without any transition effect, on all applied thematic signs;
  - c) at all times, the content is the same on each theme sign applied;
  - d) it is forbidden to display sequential content for the same establishment;
  - e) the digital screen is equipped with a device that reduces the brightness of the screen when the ambient light decreases;
  - f) the name or logo of the establishment may not occupy more than 20% of the interior surface of the sign frame. The remaining interior surface must be a single image.

Number 492.35 A maximum of two (2) applied theme signs are authorized for the entire multifunctional complex.

Surface area 492.36 The maximum surface area for any applied thematic sign is seventy-seven decimal seven square meters (77.7 m<sup>2</sup>) per panel.

A black frame thirty centimeters (30 cm) wide must be permanently integrated into the digital screen.”.

3. This by-law shall come into effect according to law.

Peter J. Malouf  
Mayor

Alexandre Verdy  
Town Clerk